

**DELIBERATION N° DE L'ASSEMBLEE DE CORSE****SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 15 mars 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** l'article 30 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** l'article 19 de l'ordonnance n° 2016-1561 du 21 Novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 18/010 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à procéder à l'ouverture et à l'individualisation des autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE) par anticipation au vote du budget primitif 2018,
- VU** l'arrêté du Conseil exécutif de Corse n° ARR1800245 du 25 janvier 2018 procédant aux individualisations par programme,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE****ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse et le considère comme règlement d'aide.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à engager et affecter les crédits nécessaires à l'opération.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à fixer les dates de début et de fin de la phase de dépôt et d'instruction des dossiers.

**ARTICLE 4 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les arrêtés/conventions sur la base des modèles figurant en annexe au présent rapport.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI



**CULLETTIVITÀ DI CORSICA**  
**Cunsigliu Esecutivu**

**COLLECTIVITE DE CORSE**  
**Conseil Exécutif**

**ARRETE N°ARR1800245 DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-cinq janvier, le Conseil Exécutif s'est réuni à AIACCIU, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Jean-Christophe ANGELINI, Jean BIANCUCCI, Vanina BORROMEI, Bianca FAZI  
Josepha GIACOMETTI, Lauda GUIDICELLI, Lionel MORTINI, Xavier LUCIANI  
Marie-Antoinette MAUPERTUIS, François SARGENTINI.

-- --

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,
- VU** l'article 30 de la loi n°2015-991 du 07 Aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** l'article 19 de l'ordonnance N°2016-1561 du 21 Novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de la collectivité de Corse,

- VU** la délibération 18-010 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à procéder à l'ouverture et à l'individualisation des autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE) par anticipation au vote du budget primitif 2018,
- VU** le budget primitif et les décisions modificatives adoptés par la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2017,
- VU** le budget primitif et les décisions modificatives adoptés par le Conseil Départemental de la Corse du Sud pour l'exercice 2017,
- VU** le budget primitif et les décisions modificatives adoptés par le Conseil Départemental de la Haute Corse pour l'exercice 2017,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE EN CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **FINANCES**

**ARTICLE PREMIER :** **DECIDE** de procéder aux individualisations par programmes des opérations détaillées dans le tableau joint.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AIACCIU, le 29 JAN. 2018

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



Gilles SIMEONI

**Chapitre 935 : PROPOSITION D'OUVERTURE D'AP/AE PAR ANTICIPATION AU VOTE DU BP 2018**

**Aménagement numérique**

**Numéro de programme : N1212C**

**Bénéficiaire (dans le cas d'attribution de subvention) :**

Association Fablab Ajaccio.

**Description synthétique du projet ou de l'opération, avec un court historique le cas échéant :**

L'Association Fablab Ajaccio assure la gestion du Fablab d'Ajaccio créé Boulevard Impératrice Eugénie dans les locaux du Crédit Agricole de la Corse. Cette association assure la gestion d'un Fablab qui est un lieu ouvert au public mettant à la disposition de ce dernier un arsenal de machines et d'outils utilisés pour la conception et la réalisation d'objets de toutes sortes.

Cette association souffre d'importantes difficultés pour assurer notamment le salaire de son animateur.

**Objectif de l'opération :**

Afin de sauver cette structure, une aide d'urgence portant sur la prise en charge à 80% du salaire de l'animateur est prévue au budget 2018. Cette aide ponctuelle ne concernera que le salaire 2018 de l'animateur. Montant de l'aide 36.000€.

**Fondement juridique pour agir :**

Une délibération de l'Assemblée de Corse viendra asseoir cette aide sur la base d'un financement directe CTC.

**Rappel du régime d'aide dédié le cas échéant :**

Aide aux associations

Impact financier :

Double clic sur le tableau pour le modifier

Echéancier										
Libellé Objet	Sous- Programme	N° affectation si existante	Montant AP/AE		N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	N1212C AE		36 000,00	Echéancier CP	36 000,00					36 000,00
	Financier	Nature (subvention dotation, convention)	Montant financement	Echéancier	N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	CTC	subvention	36 000,00		36 000,00					36 000,00
				Effort financier CTC	36 000,00	-	-	-	-	-

**PROPOSITION D'OUVERTURE D'AP/AE PAR ANTICIPATION AU VOTE DU BP 2018**

**Numéro de programme : N1212C**

**Bénéficiaire (dans le cas d'attribution de subvention) :**

FALEP 2A. Créée en 1957, la Fédération des Associations Laïques et d'Education Permanente de la Corse du Sud (FALEP2A) est une structure départementale affiliée à la Ligue de l'enseignement,

La FALEP 2A fédère en Corse-du-Sud 48 associations, dans les domaines aussi divers que le sport, la culture, l'environnement, l'insertion, le logement et gère plusieurs établissements sociaux et actions d'insertion. Elle assure une activité de médiation numérique.

C'est dans le cadre de son action au titre de la médiation numérique et du point d'accès multimédia que cette aide est envisagée.

**Description synthétique du projet ou de l'opération, avec un court historique le cas échéant :**

Depuis plusieurs années la FALEP 2A bénéficie du soutien des fonds FEDER pour maintenir son activité de médiation numérique.

Cette association est confrontée à des difficultés pour assurer notamment le salaire de son animateur du fait que l'appel à projet médiation numérique se termine fin 2017.

**Objectif de l'opération :**

Afin de permettre à cette structure, de passer l'année 2018 sans l'aide des fonds FEDER une aide d'urgence portant sur la prise en charge d'une partie du salaire de l'animateur est prévue au budget 2018. Cette aide ponctuelle ne concernera que le salaire 2018 de l'animateur pour un montant de 15.000 euros.

**Fondement juridique pour agir :**

Une délibération de l'Assemblée de Corse viendra, courant 2018, asseoir cette aide sur la base d'un financement direct CTC.

**Rappel du régime d'aide dédié le cas échéant :**

Aide aux associations

**Impact financier :**

Double clic sur le tableau pour le modifier

Echéancier										
Libellé Objet	Sous- Programme	N° affectation si existante	Montant AP/AE		N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	N1212C AE		15 000,00	Echéancier CP	15 000,00					15 000,00
	Financier	Nature (subvention dotation, convention)	Montant financement	Echéancier	N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	CTC	subvention	15 000,00		15 000,00					15 000,00
				Effort financier CTC	15 000,00	-	-	-	-	-



**PROPOSITION D'OUVERTURE D'AP/AE PAR ANTICIPATION AU VOTE DU BP 2018**

**Numéro de programme : N1212C**

**Bénéficiaire (dans le cas d'attribution de subvention) :**

Association familiale du Fium'Altu. L'association Familiale du Fium'Altu gère de nombreuses ressources et emploie 27 salariés. Située à Fulelli, elle gère le centre social, le Point information jeunesse, les équipements de loisirs (ALAE et ALSH) et les TAP, le Point d'accès multimédia.

C'est dans le cadre de son action au titre de la médiation numérique et du point d'accès multimédia que cette aide est envisagée.

**Description synthétique du projet ou de l'opération, avec un court historique le cas échéant :**

Depuis plusieurs années l'Association familiale du Fium'Altu bénéficie du soutien des fonds FEDER pour maintenir son activité de médiation numérique.

Cette association souffre d'importantes difficultés pour assurer notamment le salaire de son animateur du fait que l'appel à projet médiation numérique se termine fin 2017.

**Objectif de l'opération :**

Afin de permettre à cette structure, de passer l'année 2018 sans l'aide des fonds FEDER une aide d'urgence portant sur la prise en charge d'une partie du salaire de l'animateur est prévue au budget 2018. Cette aide ponctuelle ne concernera que le salaire 2018 de l'animateur pour un montant de 15.000 euros.

**Fondement juridique pour agir :**

Une délibération de l'Assemblée de Corse viendra courant 2018 asseoir cette aide sur la base d'un financement directe CTC.

**Rappel du régime d'aide dédié le cas échéant :**

Aide aux associations

Impact financier :

Double clic sur le tableau pour le modifier

				Echéancier						
Libellé Objet	Sous- Programme	N° affectation si existante	Montant AP/AE		N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	N1212C AE		15 000,00	Echéancier CP	15 000,00					15 000,00
	Financier	Nature (subvention dotation, convention)	Montant financement	Echéancier	N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	CTC	subvention	15 000,00		15 000,00					15 000,00
				Effort financier CTC	15 000,00	-	-	-	-	-

**PROPOSITION D'OUVERTURE D'AP/AE PAR ANTICIPATION AU VOTE DU BP 2018**

**Numéro de programme : N1212C**

**Bénéficiaire (dans le cas d'attribution de subvention) :**

Association OPRA. L'association Opra - A Leccia - Comité de quartier intervient sur le territoire des quartiers des Zones Urbaines Sensibles sud de Bastia et pour certaines actions sur un territoire plus large. L'Association OPRA développe en son sein une activité dans le domaine de la médiation numérique.

**Description synthétique du projet ou de l'opération, avec un court historique le cas échéant :**

Depuis plusieurs années l'association OPRA bénéficie du soutien des fonds FEDER pour maintenir son activité de médiation numérique.

Cette association souffre d'importantes difficultés pour assurer notamment le salaire de son animateur du fait que l'appel à projet médiation numérique se termine fin 2017.

**Objectif de l'opération :**

Afin de permettre à cette structure, de passer l'année 2018 sans l'aide des fonds FEDER une aide d'urgence portant sur la prise en charge d'une partie du salaire de l'animateur est prévue au budget 2018. Cette aide ponctuelle ne concernera que le salaire 2018 de l'animateur pour un montant de 15.000 euros.

**Fondement juridique pour agir :**

Une délibération de l'Assemblée de Corse viendra, courant 2018, asseoir cette aide sur la base d'un financement direct CTC.

**Rappel du régime d'aide dédié le cas échéant :**

Aide aux associations

Impact financier:

Double clic sur le tableau pour le modifier

Echéancier										
Libellé Objet	Sous- Programme	N° affectation si existante	Montant AP/AE		N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	N1212C AE		15 000,00	Echéancier CP	15 000,00					15 000,00
	Financier	Nature (subvention dotation, convention)	Montant financement	Echéancier	N	N+1	N+2	N+3	N+4	TOTAL
	CTC	subvention	15 000,00		15 000,00					15 000,00
				Effort financier CTC	15 000,00	-	-	-	-	-

## **Charte des PAM de Corse**

### **Article 1 - Les finalités du réseau P.A.M.**

Le « Réseau P.A.M » de Corse a comme finalité :

- De favoriser l'appropriation citoyenne d'une culture numérique afin de lutter contre les risques d'exclusion,
- De mettre en œuvre les outils numériques afin d'accompagner l'initiative locale et stimuler l'innovation sur les territoires.

### **Article 2 - Les valeurs fondatrices**

Les structures membres du réseau, publiques ou privées, développent leurs actions :

- Dans un but non lucratif et dans le sens de l'intérêt général,
- Avec le souci d'accroître les biens communs immatériels à disposition de la communauté d'usagers.

### **Article 3 - Les membres du réseau**

Les membres du réseau qui adhèrent à la présente charte sont des structures labélisées qui proposent, sur un territoire et pour des publics définis :

- Un accès accompagné aux services publics en ligne,
- Des actions d'initiation, de formation et de médiation aux usages numériques,
- De l'accompagnement aux projets individuels ou collectifs.

### **Article 4 - Les services à la population**

La charte du "Réseau P.A.M." de Corse constitue une garantie pour les usagers de trouver :

- Un accueil convivial privilégiant le dialogue et la rencontre avec l'autre ;
- Une offre de services adaptés aux besoins de chacun (accès libre, initiation, perfectionnement, conseils ...) ;
- Un accompagnement technologique, pédagogique et humain ;
- Un accès internet rapide et des équipements performants ;

Cela grâce à des structures d'accueil, fixes ou mobiles, offrant un service de proximité dans un territoire de la Corse.

### **Article 5 – La coopération**

Les membres du réseau coopèrent durablement avec les acteurs des territoires afin de mener des actions d'animation et de promotion des usages numériques.

La participation de chacun à cette dynamique régionale de réseau permet de mutualiser les expériences et les compétences au profit de l'ensemble des membres.

CULLETTIVITÀ DI CORSICA  
Cunsigliu Esecutivu

COLLECTIVITE DE CORSE  
Conseil Exécutif

Arrêté ARR  
Exercice d'Origine : BP 2018  
PROGRAMME : N1212C  
CHAPITRE : 935  
FONCTION :  
COMPTE :

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 30 de la loi n°2015-991 du 07 Aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU l'article 19 de l'ordonnance N°2016-1561 du 21 Novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de la collectivité de Corse,

VU la délibération 18-010 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à procéder à l'ouverture et à l'individualisation des autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE) par anticipation au vote du budget primitif 2018,

VU l'arrêté du Conseil exécutif de Corse n°ARR1800245 du 25 janvier 2018 procédant aux individualisations par programme,

VU la délibération n° 18-xxx AC de l'assemblée de Corse autorisant la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle au fonctionnement des PAM de Corse pour l'année 2018

CONSIDERANT les pièces constitutives du dossier déposé auprès de la Collectivité Territoriale de Corse en date du xx/xx/xxxx

## ARRETE

ARTICLE 1ER : une subvention d'un montant de xx xxx,xx€ ( xxxxx euros) correspondant à xx % du montant des frais de fonctionnement liés à l'animation des ateliers de la structure de médiation numérique pour l'année 2018 est attribué à

ASSOCIATION xxxxxxxx

N° SIRET : xxxxxxxxxxxx

Adresse : xxxxxxxxxxxx

ARTICLE 2 : Cette subvention est imputable sur les crédits inscrits au Chapitre 935 – Fonction xx - Article xxxx – Programme N1212C du budget de la Collectivité de Corse.

ARTICLE 3 : Le versement de la subvention sera effectué dans la limite des crédits de paiements inscrits aux chapitres et articles susvisés selon les procédures comptables en vigueur, en une seule fois au compte suivant :  
Banque- Guichet-N° Compte Clé RIB

ARTICLE 4 : Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée:

- Les fiches de paie et justificatifs de versement de salaire à l'animateur de la structure.
- Un bilan d'activité détaillé sera aussi fourni pour l'année 2018.

ARTICLE 5 : La présente décision pourra être déclarée caduque si, à l'expiration d'un délai de vingt-quatre mois, elle n'a reçu aucun début d'exécution matérialisé par un premier versement. A l'expiration de ce délai, l'arrêté et l'inscription budgétaire pourront faire l'objet d'une annulation. Il pourra être également procédé à l'annulation de tout reliquat de subvention pour toute opération ayant reçu un début d'exécution et dont le dernier mandatement remonte à plus de dix-huit mois.

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation de la Collectivité de Corse dans tout document ou opération de communication concernant l'opération faisant l'objet de la présente subvention.

ARTICLE 7 : En cas de non réalisation ou de réalisation partielle de l'opération ou encore d'utilisation des crédits non conforme à l'opération, le bénéficiaire de la subvention s'engage à restituer à la Collectivité de Corse la subvention perçue.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Payeur de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

AIACCIU, le

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
U Presidente



**COLLECTIVITE DE CORSE**

*République Française*

**Convention n°CONVxxxxxxx**

**Arrêté ARR11.....SRA**

**Origine : BP + BS 2018**

**Chapitre : 935**

**Fonction : xx**

**Compte : xxxx**

**Programme : N1212C**

**CONVENTION SUBVENTION EXCEPTIONNELLE**

Entre :

La Collectivité de Corse, représentée par Monsieur Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse, d'une part,

Et xxxxxxx N°SIRET xxx xxx xxx, association loi de 1901, domiciliée à xxxxx xxxx  
xxxxx représentée par xxxx xxxxx, agissant en qualité de xxxxxxxx

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** l'article 30 de la loi n°2015-991 du 07 Aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**VU** l'article 19 de l'ordonnance N°2016-1561 du 21 Novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de la collectivité de Corse,

**VU** la délibération 18-010 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à procéder à l'ouverture et à l'individualisation des autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE) par anticipation au vote du budget primitif 2018,

**VU** l'arrêté du Conseil exécutif de Corse n°ARR1800245 du 25 janvier 2018 procédant aux individualisations par programme,

**VU** la délibération n° 18-xxx AC de l'assemblée de Corse autorisant la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle au fonctionnement des PAM de Corse pour l'année 2018

**VU** le budget de l'exercice en cours ;

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

## Préambule

Considérant les pièces constitutives du dossier déposé auprès de la Collectivité de Corse le xx xxxx xxxx,

Considérant les missions de médiation numérique réalisées par l'Association xxxxxxxx telles qu'elles sont fixées par ses statuts,

Considérant que le projet initié et conçu par l'association avec la réalisation d'ateliers destinés à accompagner des publics variés afin de leur permettre de comprendre et de maîtriser les outils et technologies numériques et leurs enjeux au sein de la société,

Considérant que le projet de l'association répond à un intérêt public local,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 - Objet de la convention**

Par la présente convention, la Collectivité de Corse apporte sous la forme d'une subvention exceptionnelle de 00 000 € (xxxxxxx euros), un soutien financier à xxxxxxxx. Cette aide au fonctionnement porte exclusivement sur le cofinancement des frais liés à l'animation des ateliers de la structure de médiation numérique.

### **Article 2 – Engagements de l'Association xxxxx**

En contrepartie de la participation financière de la Collectivité de Corse, l'Association xxxx s'engage à maintenir la politique de médiation numérique initiée, la quantité, la qualité des ateliers réalisés sur le territoire et leurs coûts.

### **Article 3 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période courant de sa date de signature au 31 décembre 2018.

### **Article 4 – Suivi de l'association**

La Collectivité de Corse veillera :

- Au respect des conditions d'équilibre financier de la structure et pourra donner lieu à la mise en place de réunions pendant la durée de la convention ;
- Au respect des engagements de l'Association xxxxxxx prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- à fournir :
  - o les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) approuvés par l'assemblée générale

- Les fiches de paie et justificatifs de versement de salaire à l'animateur de la structure.
- Un bilan d'activité détaillé sera aussi fourni pour l'année 2018.

#### **Article 5 – Montant de la subvention**

Le montant de la subvention exceptionnelle s'élève à xx xxx euros (xxxxxxx euros) correspondant à xx % du montant des frais de fonctionnement liés à l'animation des ateliers de la structure de médiation numérique pour l'année 2018

Le versement de la subvention sera effectué dans la limite des crédits de paiements inscrits aux chapitres et articles susvisés selon les procédures comptables en vigueur, en une seule fois au compte suivant :

Banque- Guichet-N° Compte Clé RIB

#### **Article 6 – Sanctions**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Collectivité de Corse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Collectivité de Corse en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 7 – Avenant à la convention**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité de Corse et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 8 : Reversement de la subvention**

L'Association xxxxxx s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues au titre d'une subvention en cas d'absence de justificatifs, d'utilisation de l'aide non conforme à la convention, de refus de se soumettre aux contrôles, d'arrêt de l'activité ou de dissolution de la structure.

#### **Article 9 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs convenus dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure non suivie d'effet.

#### **Article 10 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à AIACCIU, le

Le

Président

Le Président de la CTC